

# Akcelos

## achats publics

**Étude de cas en innovation sociale et en finance sociale au Canada**

La production de ce document a été en rendue possible en partie grâce à une contribution financière d'Emploi et Développement social Canada, dans le cadre des travaux du Groupe directeur sur la cocréation d'une Stratégie d'innovation sociale et de finance sociale.

Rédaction sous la direction de Marie J. Bouchard, professeure à l'École des sciences de la gestion de l'UQAM

Collaboration : Julia Cahour, Geneviève Huot et Vincent van Schendel



## Akcelos – achats publics

---

### CONTEXTE

Site web : <https://www.akcelos.com/fr>

Afin de répondre à leurs besoins en matière de fournitures, de services et de travaux, les organismes publics octroient de nombreux contrats à des entreprises dans le cadre de marchés publics. En 2016-2017, la valeur des achats des organismes publics assujettis à la Loi sur les contrats des organismes publics<sup>1</sup> était de 9,4 milliards de dollars<sup>2</sup>. Côté municipalités, en 2008, la valeur des contrats a été évaluée à 8 milliards de dollars<sup>3</sup>. La commande publique est un puissant levier pour orienter l'économie vers un développement local et durable. En privilégiant des entreprises d'économie sociale qui intègrent des considérations sociales, environnementales et éthiques dans leurs façons de faire, les organismes publics maximisent les retombées. Ainsi, les acquisitions bénéficient à toute la société et pas seulement à l'organisme acheteur.

Des pratiques d'achats responsables sont aussi de plus en plus à l'ordre du jour dans de grandes entreprises. À titre d'exemple, l'ECPAR (Espace québécois de concertation sur les pratiques d'approvisionnement responsable)<sup>4</sup> regroupe des responsables d'approvisionnement de grandes entreprises et d'institutions québécoises afin de renforcer les impacts sociaux et environnementaux de leurs achats.

Soulignons également la demande croissante des consommateurs pour des produits et des services socialement responsables.

---

<sup>1</sup> Ministères et organismes du réseau de l'Administration gouvernementale, organismes du réseau de la santé et des services sociaux, organismes du réseau de l'éducation.

<sup>2</sup> Canada 2018, Statistiques sur les contrats des organismes publics, 2016-2017 : [https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/faire\\_affaire\\_avec\\_etat/statistiques/1617.pdf](https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/faire_affaire_avec_etat/statistiques/1617.pdf)

<sup>3</sup> Québec 2010, Marchés publics dans le milieu municipal, Rapport du Groupe-conseil sur l'octroi des contrats municipaux, Québec, Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire : [https://www.mamot.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/plainte\\_gestion\\_contractuelle/gestion\\_contractuelle/rapport\\_octroi\\_contrats\\_municipaux.pdf](https://www.mamot.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/plainte_gestion_contractuelle/gestion_contractuelle/rapport_octroi_contrats_municipaux.pdf)

<sup>4</sup> <http://www.ecpar.org/>

## Étude de cas en innovation sociale et en finance sociale au Canada

En parallèle, les entreprises d'économie sociale sont toujours à la recherche de nouveaux marchés pour vendre leurs produits et services. Au Québec, c'est plus de 7000 entreprises collectives qui cumulent un chiffre d'affaires dépassant les 40 milliards de dollars.

### DÉFIS

La demande pour des produits et des services socialement responsables pose un défi à la fois pour les acheteurs et les fournisseurs. Qu'il s'agisse d'individus, d'entreprises ou d'instances publiques, la volonté de consommation responsable ne se traduit pas toujours par de nouvelles pratiques. Ceci est dû en grande partie à un manque d'information ou d'accès à des fournisseurs qui peuvent répondre à leurs besoins d'achats. Ceci est particulièrement le cas quand il s'agit de marchés publics. Il existe un écart croissant entre la taille et la complexité des contrats gouvernementaux et la capacité des entreprises d'économie sociale à y répondre.

Les entreprises d'économie sociale sont souvent des petites et moyennes entreprises qui font le choix de l'ancrage territorial et du service à la collectivité et aux membres plus que celui de la croissance. L'enquête *Les repères*<sup>5</sup>, publiée tous les 3 ans par le CSMO-ESAC, évalue qu'en 2015 le budget moyen de fonctionnement des entreprises d'économie sociale était de 888 662 \$.

La valeur moyenne des contrats gouvernementaux de plus de 25 000 \$ est passée de 407 000 \$ (2009-2010) à 518 000 \$ (2013-2014)<sup>6</sup>. Cette augmentation limite le nombre d'acteurs potentiels pouvant répondre aux appels d'offres, laissant uniquement la place aux grandes entreprises. À cela s'ajoute le degré de complexité du processus qui pèse sur les équipes des entreprises d'économie sociale, lesquelles comptent en moyenne 13 employés à temps plein et 11 à temps partiel<sup>7</sup>.

---

<sup>5</sup> Ibid.

<sup>6</sup> Dossier *Marchés publics* sur le site du Chantier de l'économie sociale : <https://chantier.qc.ca/dossiers/marches-publics/>

<sup>7</sup> *Les repères en économie sociale et action communautaires, panorama du secteur et de sa main d'œuvre*, CSMO-ESAC, édition 2015 : <http://www.csmoesac.qc.ca/publications/etudes-enquetes/enquete-nationale-2015-panorama-secteur-main-oeuvre>

### ÉTUDE DE CAS

Un travail de fond et plusieurs expérimentations ont mené en 2012 à la création de l'organisme sans but lucratif Commerce solidaire par le Chantier de l'économie sociale. Cet organisme cherche à répondre aux principaux défis émergents du Sommet de l'économie sociale et solidaire de 2006. Sa mission est de « soutenir la consolidation des entreprises d'économie sociale et l'accroissement de leur rentabilité sociale et économique, par des services de regroupement d'achats et de commercialisation. Ce faisant, Commerce solidaire promeut la consommation responsable, le développement local et l'entrepreneuriat collectif. »<sup>8</sup>.

Commerce solidaire offre deux services principaux :

- le regroupement d'achats, depuis 2012, qui a pour objectif de « Permettre aux entreprises d'économie sociale du Québec de réaliser des économies appréciables sur l'achat de biens, de services et de fournitures nécessaires à l'exploitation de leurs activités. »
- la commercialisation, via la plateforme Akcelos depuis 2018, dont le but est d'« Améliorer la structuration de l'offre de produits et de services en économie sociale afin d'en faciliter l'accès tant aux consommateurs qu'aux institutions et aux entreprises du Québec. »

Un troisième objectif, transversal à ces deux services, est de « Favoriser le développement local et la consommation responsable ».

Le site web Akcelos est le fruit d'un partenariat pancanadien avec Buy Social Canada<sup>9</sup>, le Social Enterprise Institute<sup>10</sup> et le Réseau canadien de DÉC<sup>11</sup>. Emploi et Développement social Canada et la Fondation McConnell sont les deux bailleurs de fonds.

Akcelos permet aux entreprises et aux organismes accrédités pour leurs valeurs sociales de mettre en ligne et de vendre, s'ils le souhaitent, leurs produits et services. Pour les acheteurs, Akcelos répond aux grandes questions de ceux qui souhaitent faire des achats responsables auprès d'entreprises sociales canadiennes : où sont-elles, qu'offrent-elles, comment être certain

---

<sup>8</sup> <https://www.commercesolidaire.com/ZoneInformations/Section/Menu/%C3%80%20propos>

<sup>9</sup> <https://www.buysocialcanada.com/>

<sup>10</sup> <https://socialenterpriseinstitute.ca/>

<sup>11</sup> <https://www.ccednet-rcdec.ca/fr>

## Étude de cas en innovation sociale et en finance sociale au Canada

qu'elles le sont vraiment ? Akcelos est une plateforme multientreprises de type « place du marché » qui garantit de faire affaire avec des entreprises sociales<sup>12</sup>.

### INNOVATION CLÉ

Au carrefour des entreprises sociales et des acheteurs, Akcelos fait le pont entre :

- les besoins de visibilité, de diversification de la clientèle et d'accès à de nouveaux marchés des entreprises sociales ;
- une volonté de consommation plus responsable des particuliers, des entreprises et des organisations gouvernementales et municipales.

Un contexte législatif semble vouloir encourager la reconnaissance et le développement de nouveaux marchés pour l'économie sociale.

- La Stratégie gouvernementale sur le développement durable 2015-2020<sup>13</sup>, « Objectif 4.2 : Appuyer et mettre en valeur les activités des organismes communautaires et des entreprises d'économie sociale qui contribuent à l'inclusion sociale et à la réduction des inégalités ».
- Le Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2015-2020<sup>14</sup>, « Objectif 2 : Améliorer l'accès aux marchés et innover en économie sociale ».

Par ailleurs, Commerce solidaire a été mis de l'avant dans la campagne gouvernementale « L'économie sociale, j'achète ! ». Lancée en 2011 par le gouvernement de Québec, elle s'articulait autour de deux axes : « 1. Mieux outiller les entreprises collectives dans l'établissement de relations d'affaires avec les marchés publics » ; « 2. Promouvoir l'achat public auprès des entreprises collectives au sein des ministères et organismes, des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation ainsi que du milieu municipal ».

---

<sup>12</sup> En lien avec le financement du gouvernement fédéral et de la Fondation McConnell, Akcelos regroupe des entreprises sociales canadiennes qui répondent à des critères clairement définis, mais qui sont plus larges que ceux de l'économie sociale. Pour connaître les critères :

<https://akcelos.com/fr/content/devenez-partenaire/3>

<sup>13</sup> Stratégie gouvernementale sur le développement durable 2015-2020 :

[http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/developpement/strategie\\_gouvernementale/strategie-DD.pdf](http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/developpement/strategie_gouvernementale/strategie-DD.pdf)

<sup>14</sup> Québec 2015, *Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2015-2020*, Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation, Direction de l'entrepreneuriat collectif :

[https://www.economie.gouv.qc.ca/fileadmin/content/publications/administratives/plans\\_action/plan\\_action\\_economie\\_sociale\\_2015-2020.pdf](https://www.economie.gouv.qc.ca/fileadmin/content/publications/administratives/plans_action/plan_action_economie_sociale_2015-2020.pdf)

## Étude de cas en innovation sociale et en finance sociale au Canada

Depuis, plusieurs pôles d'économie sociale en région se sont approprié le slogan et la stratégie pour développer à leur tour des projets pilotes. Grâce à la formation et à l'accompagnement d'entreprises d'économie sociale, mais aussi par la sensibilisation des institutions, ces initiatives permettent d'accroître les liens d'affaires.

### **BARRIÈRES**

Des barrières sont présentes des deux côtés de l'équation. D'une part, les acheteurs publics et privés font trop souvent face à des barrières réglementaires qui ne permettent pas de tenir compte de l'impact social dans le choix des fournisseurs.

D'autre part, pour se structurer et avoir la capacité de répondre à des marchés de plus en plus grands, les entreprises d'économie sociale ont besoin de se réseauter et d'être accompagnées dans le changement d'échelle.

### **CONCLUSION**

Les transformations des pratiques d'approvisionnement, notamment au sein des institutions publiques, exigent à la fois une volonté politique et un soutien aux entreprises d'économie sociale. Des mesures concrètes permettant d'adapter le cadre réglementaire pour favoriser la consommation responsable sont essentielles<sup>15</sup>. Avec un accompagnement approprié, les entreprises d'économie sociale, à travers la plateforme Akcelos, sont des partenaires clés pour ce virage stratégique en faveur des objectifs de développement durable au Canada.

---

<sup>15</sup> À ce sujet, voir *Comment accroître l'accès des entreprises d'économie sociale aux marchés publics ? Recommandations à l'intention des municipalités du Québec*, réalisé par le Pôle de l'économie sociale de l'agglomération de Longueuil avec la collaboration du TIESS (Territoires innovants en économie sociale et solidaire) et du Chantier de l'économie sociale : [https://chantier.gc.ca/wp-content/uploads/2017/07/RAPPORT\\_RecommandationsaccesEESmarchespublics\\_2017.05.pdf](https://chantier.gc.ca/wp-content/uploads/2017/07/RAPPORT_RecommandationsaccesEESmarchespublics_2017.05.pdf)